

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 8 JUIN 2015

Le lundi huit juin deux mille quinze à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du vingt neuf mai deux mille quinze, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, René PERROT, Gisèle ARSAC, Christian ROUSSON, Corinne CABUT, Fabrice CORDAT, Djida OUCHAOUA, Fabrice MIALON, Juliette HAUW, Liliane MATRA, Monique FAURAND, Agnès PESTRE, Gaston CONSTANT, Annie ARCHER, Pascal PEYRAT, Manuel DE-SA, Karine RICORT, Fabrice GARNIER, Véronique ROMEYER, Nina MICHALSKI, Monique FRANCHINI, Babette LUYA, Serge BROUILLAT, Michel DOUTRE, Bernard CHAPELON, Laurence VERNET, Dominique VIALON-CLAUZIER, Frédéric BATTIE.

Pouvoirs déposés : M. Eddy BEYDON à Mme Djida OUCHAOUA, M. Pascal PEYRAT à M. Christian ROUSSON (pour le point 1).

Nombre de conseillers : 29 - **Nombre de présents :** 28 (27 pour le point 1) - **Nombre de votants :** 29
Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Décision du Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT:

Les Conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire au titre de l'article L 2122 – 22 du CGCT.

Le compte rendu du précédent Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

1 - INSTALLATION DE MONSIEUR GASTON CONSTANT EN QUALITÉ DE CONSEILLER MUNICIPAL ET MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITÉS DES ÉLUS

Suite à la démission de Monsieur Francis GOEPEL reçue le 17 avril 2015 par Monsieur le Maire, élu sur la liste « Unieux, le Renouveau » en qualité de Conseiller municipal, et conformément à l'article L 270 du Code Électoral, Monsieur Gaston CONSTANT a été installé dans ses fonctions de Conseiller municipal, étant le suivant sur la liste précitée. Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal qu'il lui a confié la délégation voirie.

Le Conseil municipal par 23 voix pour et 6 abstentions (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon et Mme Vernet) approuve le tableau de répartition des indemnités du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux ayant reçu délégation dans la même enveloppe que celle validée par délibération du 14 avril 2014 et comme suit :

		% de l'indice brut 1015
Christophe FAVERJON	Maire	48.26 %
René PERROT	1er Adjoint	16 %
Gisèle ARSAC	2ème Adjointe	16 %
Christian ROUSSON	3ème Adjoint	16 %
Corinne CABUT	4ème Adjointe	16 %
Fabrice CORDAT	5ème Adjoint	16 %
Djida OUCHAOUA	6ème Adjointe	18.36 %
Fabrice MIALON	7ème Adjoint	20.78 %
Juliette HAUW	8ème Adjointe	16 %
Manuel DE-SA	Conseiller municipal délégué	8 %

Fabrice GARNIER	Conseiller municipal délégué	3.60 %
Annie ARCHER	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Pascal PEYRAT	Conseiller municipal délégué	3.60 %
Monique FAURAND	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Véronique ROMÉYER	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Liliane MATRA	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Gaston CONSTANT	Conseiller municipal délégué	3.60 %
Eddy BEYDON	Conseiller municipal délégué	3.60 %
Karine RICORT	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Agnès PESTRE	Conseillère municipale déléguée	3.60 %
Nina MICHALSKI	Conseillère municipale déléguée	3.60 %

2 – SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE : AVIS SUR L'EXTENSION DE COMPÉTENCES

1) Extension de compétences

Le Conseil de communauté de Saint-Étienne Métropole s'est prononcé majoritairement le 3 juin, sur des transferts de compétences. **Le Conseil municipal par 23 voix pour, 6 contre** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon et Mme Vernet), **émet un avis défavorable** sur ce transfert de compétences préalable à un passage en Communauté urbaine.

2) Avis sur le Pacte Métropolitain Stéphanois

Chaque membre du Conseil municipal a été destinataire du projet de Pacte Métropolitain stéphanois 2015-2020. Monsieur le Maire a proposé deux amendements lors du Conseil de communauté de Saint-Étienne Métropole du 3 juin dernier visant à garantir autant que faire se peut les finances des communes et faciliter un service public de proximité. **Le Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier), émet un avis favorable sur le pacte métropolitain stéphanois

3) Adresse aux Conseillers municipaux des communes de Saint-Étienne Métropole

A la suite du Conseil communautaire du 3 juin dernier, le Conseil municipal décide **par 21 pour, 6 contre** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet) **et 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) l'envoi d'une adresse aux Conseillers municipaux des communes de Saint-Étienne Métropole.

3 - APPROBATION DES COMPTES DE GESTION DU RECEVEUR EXERCICE 2014 : COMMUNE / EAU

En préalable aux votes des comptes administratifs, **le Conseil municipal par 27 voix pour, 2 abstentions** (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) approuve les Comptes de Gestion établis par Monsieur le Receveur en parfaite conformité avec les documents municipaux.

4 - VOTE DES COMPTES ADMINISTRATIFS - EXERCICE 2014 : BUDGETS COMMUNE / EAU

Sous la présidence de M. Perrot (Monsieur le Maire étant sorti de la salle pendant les votes), le Conseil municipal approuve les comptes administratifs de la Commune, de l'Eau comme suit :

✓ COMMUNE :

Par 20 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) **et 6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

Section de fonctionnement :

Dépenses :	9 085 897,45 €
Recettes :	10 543 374,57 €
Excédent de clôture :	1 457 477,12 €

Section d'investissement :

Dépenses :	3 412 979,97 €
Recettes :	2 501 334,32 €
Déficit de clôture :	911 645,65 €

✓ **EAU :**

Par 20 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et **6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

Section de fonctionnement :

Dépenses :	662 443,54 €
Recettes :	874 559,07 €
Excédent de clôture :	212 115,53 €

Section d'investissement :

Dépenses :	1 059 515,05 €
Recettes :	904 423,53 €
Déficit de clôture :	155 091,52 €

5 - AFFECTATION DES RÉSULTATS - EXERCICE 2014 : COMMUNE / EAU

Les membres du Conseil municipal approuvent conformément à la nomenclature comptable, l'affectation de l'excédent de fonctionnement des budgets de la Commune, de l'Eau comme suit :

✓ **COMMUNE :**

Par 21 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et **6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

- section investissement - compte 1068 :	1 063 065,21 €
- section d'exploitation - compte 002 :	394 411,91 €

✓ **EAU :**

Par 21 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et **6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

- section investissement - compte 1068 :	83 620,85 €
- section d'exploitation - compte 002 :	128 494,68 €

6 - DÉCISIONS MODIFICATIVES 2015 : BUDGETS COMMUNE / EAU / CULTURE / CHAUFFERIE BOIS

Le Conseil municipal approuve les montants suivants :

➤ **BUDGET COMMUNE 2015 :**

Par 21 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et **6 abstentions** (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

DÉPENSES INVESTISSEMENTS				
Comptes	Intitulés	Restes à réaliser (CA 2014)	Dépenses Nouvelles	Total
001	Déficit investissement 2014		911 645,65	911 645,65
1641	remboursement capital emprunt	676 499,89		676 499,89
166	refinancement de la dette	2 152 372,07		2 152 372,07
202	frais documents d'urbanisme	4 918,00		4 918,00
204181	Subventions autres organismes	60 860,00	-	60 860,00
20422	Subventions équip pers droit privé	19 627,66		19 627,66
2112	Acq. terrains de voirie	20 261,56		20 261,56
2183	Matériel bureau informat.	25 302,27	-	25 302,27
2313	Travaux Bts Communaux	89 605,12	-	89 605,12
2315-4	Travaux de voirie	283 244,06	-	283 244,06
27638	autres établissements publics	459 900,00		459 900,00
	TOTAL	3 792 590,63	911 645,65	4 704 236,28
				4 704 236,28

RECETTES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Restes à réaliser (CA 2014)	Recettes Nouvelles	Total
1068	Excédent fonct. affecté CA 2014		1 063 065,21	1 063 065,21
1381	Subvention État	58 800,00		58 800,00
1382	subvention région	46 599,00		46 599,00
1385	Subv. Groupement Collectivités	28 500,00		28 500,00
1388	Autres subventions	20 000,00		20 000,00
1641	Emprunts	1 134 900,00		1 134 900,00
166	refinancement de la dette	2 152 372,07		2 152 372,07
21318	autres terrains publics	200 000,00		200 000,00
021	Virement section de fonctionnement			-
	TOTAL	3 641 171,07	1 063 065,21	4 704 236,28
				4 704 236,28

➤ BUDGET EAU 2015 :

Par 21 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et 6 abstentions (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

DÉPENSES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Restes à réaliser CA 2014	Dépenses Nouvelles	Total
001	solde d'exécution de la section d'investissement reporté		155 091,52	155 091,52
21561	Matériel spécifique exploitation eau (compteurs)	29 666,83	-	29 666,83
2315	Travaux adduction eau	98 862,50	-	98 862,50
	TOTAL	128 529,33	155 091,52	283 620,85

RECETTES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Restes à réaliser CA 2014	Recettes Nouvelles	Total
1068	Excédent de fonctionnement affecté CA 2014		83 620,85	83 620,85
1641	Emprunts	200 000,00	-	200 000,00
281531	amortissement réseau adduction d'eau			
281561	amortissement matériel spécifique d'exploitation			
021	virement de la section de fonctionnement			
281561	amortissement matériel spécifique d'exploitation		-	-
	TOTAL	200 000,00	83 620,85	283 620,85

➤ **BUDGET CULTURE 2015 :**

Par 21 voix pour, 2 contre (Mme Vialon-Clauzier et M. Battie) et 6 abstentions (Mme Franchini, Mme Luya, M. Brouillat, M. Doutre, M. Chapelon, Mme Vernet).

DÉPENSES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Dépenses
673	titres annulés sur exercice antérieur	38,00
6811	dotations aux amortissements	160,00
	TOTAL	198,00

RECETTES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Recettes
7062	redevances et droits des services à caractère culturel	198,00
	TOTAL	198,00

DÉTAIL DÉPENSES NOUVELLES

DÉPENSES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Dépenses
2184	mobilier	160,00
	TOTAL	160,00

RECETTES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Recettes
28188	autres immobilisations corporelles	160,00
	TOTAL	160,00

➤ **BUDGET CHAUFFERIE BOIS 2015 :**

A l'unanimité.

DÉPENSES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Dépenses
6811	dotations aux amortissements	922,39
	TOTAL	922,39

RECETTES FONCTIONNEMENT

Comptes	Intitulés	Recettes
701	vente de produits finis intermédiaires	922,39
	TOTAL	922,39

DÉPENSES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	dépenses
2313	constructions	922,39
	TOTAL	922,39

RECETTES INVESTISSEMENTS

Comptes	Intitulés	Recettes
28138	autres constructions	922,39
	TOTAL	922,39

7 - ADMISSIONS EN NON-VALEUR : BUDGETS COMMUNE / EAU

Monsieur le Trésorier Principal porte à la connaissance de la commune qu'il n'a pu, malgré les procédures réglementaires employées, recouvrer différents titres, côtes ou produits en raison de divers motifs (débiteur insolvable, adresse inconnue, montant de la créance inférieur au seuil des poursuites).

Dans ces conditions, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité les admissions en non-valeurs des montants ci-dessous :**

➤ Budget Eau

Admission en non-valeur des produits pour un montant total de 3 658.68 euros, se décomposant comme suit (état arrêté à la date du 22 avril 2015) :

Exercice	EAU HT	TVA	Total
2006	25.09	1.38	26.47
2008	322.06	17.71	339.77
2009	290.88	16.00	306.88
2010	179.89	9.89	189.78
2013	2 463.60	135.50	2 599.10
2014	186.42	10.26	196.68
TOTAL	3 467.94	190.74	3 658.68

➤ Budget principal

Admission en non-valeur des produits pour un montant total de 2 936.94 euros, se décomposant comme suit (état arrêté à la date du 22 avril 2015) :

Exercice	Total
2004	288.00
2011	136.60
2012	5.70
2013	16.24
2014	2 490.40
TOTAL	2 936.94

8 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la modification du tableau des effectifs comme suit :

- **Filière Animation** (mesures de titularisation)

Création de deux postes d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à Temps Non Complet, 20.75 heures hebdomadaires (date d'effet au 1^{er} juillet 2015).

- **Filière Technique** (mesures de titularisation)

Création d'un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe à Temps Non Complet, 18.00 heures hebdomadaires (date d'effet au 1^{er} juillet 2015).

- **Filière Sociale** (tableau avancements de grade 2015)

Transformation d'un poste d'agent spécialisé de 1^{ère} classe des écoles maternelles en un poste d'agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles (date d'effet au 1^{er} janvier 2015).

- **Filière Technique** (tableau avancements de grade 2015)

Transformation d'un poste de technicien en un poste de technicien principal de 2^{ème} classe (date d'effet au 1^{er} juillet 2015).

9 - CARTE SCOLAIRE

Monsieur le Maire expose que la commune a reçu un courrier de l'Inspecteur d'académie l'informant des mesures qui seront prises à la rentrée 2015 en matière d'attributions et de retraits d'emplois dans le cadre de la carte scolaire pour les écoles publiques et se traduisant pour la commune par :

- Le retrait d'un emploi à l'école élémentaire du Bourg.
- Le retrait d'un emploi à l'école élémentaire de Côte-Quart.

Le Conseil municipal émet à l'unanimité un avis défavorable sur ces mesures.

10 - SUBVENTIONS

Le Conseil municipal alloue à l'unanimité les subventions suivantes :

- Subvention de 313 euros à l'Association « Chorale si l'on chantait » pour l'année 2013/2014 au titre de la subvention communale versée aux associations faisant appel à des intervenants professionnels, à hauteur de 25 % du montant des salaires versés.
- Subvention de 174 euros à l'Association « Unieux Molière Scrabble ».
- Subvention de 116 euros à la section des Jeunes Sapeurs-Pompiers de la compagnie Ondaine Haut-Forez.
- Subvention de 150 euros au Club Motocycliste de la Police Nationale.
- Subvention de 1 000 euros à l'association Sauvegarde 42, dans le cadre d'une opération Ville Vie Vacances, pour l'organisation d'activités communes avec le service jeunesse municipal et le Centre social, en direction des jeunes unieutaires, qui se dérouleront pendant la période estivale.
- Subvention de 650 euros au Centre social d'Unieux pour l'organisation d'une fête de quartier au Val Ronzière, le 29 juillet 2015.

11 - CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMÉRATION STÉPHANOISE

Monsieur le Maire expose que les Contrats de Ville nouvelle génération issus de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine succèdent, à compter de 2015, aux Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS). Ils constituent dorénavant le cadre d'action d'une politique de la Ville profondément rénovée. Il est rappelé à ce sujet que pour la commune d'Unieux et concernant la géographie prioritaire du futur Contrat de Ville, le quartier de Côte-Quart a été retenu par l'État comme quartier en « veille active ».

Pour l'agglomération stéphanoise, ce Contrat de Ville doit être signé le 1^{er} juillet 2015 pour une durée de 6 ans (2015-2020). Il est constitué d'un contrat-cadre porté par Saint-Étienne Métropole qui sera ensuite décliné en conventions d'application communales et thématiques. De manière à identifier les priorités, un diagnostic partagé a été réalisé entre l'agglomération, les communes et les partenaires institutionnels (État, Conseil régional, Département de la Loire, CAF de la Loire, association des bailleurs sociaux « AMOS 42 », Caisse des Dépôts et Consignations, Chambres consulaires, Agence Régionale de Santé, Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Pôle Emploi, associations).

Il s'articule autour de 3 piliers déclinés en 18 objectifs stratégiques :

- Renforcer le développement social du territoire et accompagner l'autonomie de ses habitants,
- Améliorer le cadre de vie des habitants des territoires prioritaires de l'agglomération,
- Développer l'activité économique et favoriser l'emploi,

et de 3 axes transversaux :

- Égalité femme/homme,
- Jeunesse,
- Lutte contre les discriminations.

Le Contrat de Ville s'appuie, pour chacun des piliers et des axes transversaux, sur un diagnostic territorial participatif, sur des orientations stratégiques qui sont traduites en objectifs à atteindre en fin de contrat et en indicateurs pour en assurer le suivi.

La Ville d'Unieux s'inscrit dans les enjeux et les orientations de développement social urbain et

économique du contrat-cadre d'agglomération et définira le cadre des actions qu'elle soutiendra sur la période 2015-2020 au sein d'une convention d'application communale du contrat d'agglomération.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le Contrat de Ville de l'agglomération stéphanoise tel qu'il sera signé le 1^{er} juillet, et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à le signer.

12 - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU TERRAIN D'ENTRAÎNEMENT DU TIR À L'ARC AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « U.T.A » ET AVENANT À LA CONVENTION RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION DE LOCAUX AU CLUB HOUSE

Monsieur le Maire expose que le terrain dédié à la pratique du tir à l'arc situé rue de l'Industrie et qui sera inauguré le 20 juin prochain est utilisé par les membres adhérents de l'association « U.T.A ». Il convient en conséquence de définir les modalités d'utilisation de ce terrain par l'association au travers d'une convention de mise à disposition. La convention ainsi proposée fixe la période d'utilisation du terrain du 1^{er} lundi du mois de mars jusqu'au 2^{ème} vendredi du mois d'octobre, suivant des créneaux horaires hebdomadaires fixes, toute utilisation se faisant sous la surveillance et la responsabilité d'un membre du bureau. Elle est consentie à titre gratuit, pour une durée d'une année renouvelable tacitement pour la même durée.

Par ailleurs, l'association a formulé le souhait de pouvoir disposer du local jouxtant celui déjà occupé par elle, situé en rez-de-chaussée du bâtiment « Club House », et pour lequel une convention de mise à disposition avait été régularisée en date du 6 septembre 2011. Aussi, il est proposé de conclure un avenant à la convention précitée afin d'intégrer le local supplémentaire qui lui serait mis à disposition, d'une surface de 21 m².

Le Conseil municipal à l'unanimité approuve la convention de mise à disposition du terrain d'entraînement dédié au tir à l'arc au profit de l'association « U.T.A », ainsi que l'avenant à la convention du 6 septembre 2011, et autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer ces deux documents.

13 - LOGEMENTS DE FONCTION – REFORME DES CONCESSIONS DE LOGEMENT

Monsieur le Maire expose que par délibération du 17 décembre 1999, modifié par délibération du 29 septembre 2008, a été fixé la liste des logements de fonction attribués aux agents de la commune, soit par nécessité absolue de service, soit par utilité de service. Le décret du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logements pour l'État, modifié par décret du 19 juillet 2013, est venu modifier les conditions d'attribution des logements de fonction. Il s'agit principalement de la modification de la notion de « nécessité absolue de service », la suppression de la « concession pour utilité de service » remplacée par la « convention d'occupation à titre précaire avec astreinte », la modification du mode calcul de la redevance avec suppressions des divers abattements au profit d'un taux forfaitaire unique de 50 % et suppression de la gratuité des avantages accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage) pouvant bénéficier aux logements attribués pour nécessité absolue de service.

Ces nouvelles dispositions sont applicables au plus tard le 1^{er} septembre 2015 pour les concessions de logement antérieures à la parution de ces textes.

Il convient en conséquence d'adapter ces nouvelles dispositions aux concessions de logement existantes de la manière suivante :

Emploi concerné	Adresse logement	Conditions de la concession
Gardien Anatole France	11 rue Anatole France	<ul style="list-style-type: none">- Redevance mensuelle de 250.00 euros payable mensuellement à terme échu.- Réparations et charges locatives afférentes au logement à la charge de l'agent.- Impôts ou taxes liés à l'occupation des locaux à la charge de l'agent.
Gardien école Paul Langevin	3 rue Paul Langevin	<ul style="list-style-type: none">- Gratuité du logement.- Réparations et charges locatives afférentes au logement à la charge de l'agent.- Impôts ou taxes liés à l'occupation des locaux à la charge de l'agent.

Le Conseil municipal à l'unanimité décide de modifier les délibérations actuelles rappelées en préambule, ainsi que les décisions individuelles d'attribution, et de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement pourra être attribué par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte, comme indiqués dans le tableau ci-dessus, avec effet au 1^{er} septembre 2015.

14 - VENTE PAR LOIRE HABITAT DES LOGEMENTS RUE PENEL

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal l'avis favorable donné lors de la dernière séance sur le principe de vente des logements rue Penel par Loire Habitat. Suite à cette position, et de manière à enclencher le processus de vente des logements, Loire habitat sollicite à nouveau l'avis de la commune sur les prix de vente qui seront proposés aux locataires en place suivant la grille suivante, sachant qu'il s'agit exclusivement de logements de type II d'une surface habitable de 53 m² :

Étage	Prix vente
1 ^{er} étage	59 000 €
2 ^{ème} étage	57 000 €
3 ^{ème} étage	55 000 €

Une réduction sur le prix de vente sera proposée aux locataires en place à hauteur de 0.5 % par année d'occupation, plafonnée à 5 %, de manière à dynamiser les ventes et récompenser la fidélité des locataires.

Le Conseil municipal émet un avis favorable sur les prix de vente proposés par Loire Habitat à l'unanimité.

15 - VENTE DE L'IMMEUBLE SIS 17 RUE JEAN MOULIN (ANCIENNE ÉCOLE DU BOURG) ET VERSEMENT D'UNE INDEMNITÉ DE DÉPART POUR LES LOCATAIRES DES LOGEMENTS

Comme présentée à la commission Gestion-Finances et Aménagement du Territoire et Développement Durable du 21 mai dernier, Monsieur le Maire expose que la commune a reçu une offre d'achat conjointe pour l'immeuble sis 17 rue Jean Moulin, ancienne école désaffectée, de la part des sociétés « NPromotion » représentée par son gérant M. SABATINO, dont le siège social se situe à ANNEYRON, et « MCA Promotion » représentée par M. SCIAUX, dont le siège social se situe à FRANCHEVILLE. Cette offre s'élève à la somme 300 000 euros, conforme à l'avis du service France Domaines rendu en date du 12 mai 2015 sous la référence 2015-316v0523. Ces deux sociétés ont le projet de réaliser 9 plateaux à aménager qui seront vendus dans le cadre d'une vente en l'état futur de rénovation. Pour les besoins de ce projet, les deux sociétés ont sollicité la commune pour disposer d'un délai de 10 mois avant la vente définitive de l'immeuble de manière à engager avant travaux une phase de commercialisation des plateaux. De manière à formaliser ces modalités de vente, un avant-contrat a été rédigé par Me PAILHES, notaire de la commune, en collaboration avec Me MALLON, notaire à Saint-Étienne, représentant les acquéreurs.

Pour réaliser cette vente, Monsieur le Maire rappelle que le bâtiment doit au préalable faire l'objet d'un déclassement du domaine public sachant qu'une procédure de désaffectation avait été engagée par la commune par délibération du 1^{er} septembre 2000 pour les locaux scolaires et les logements réservés aux instituteurs. Il convient aujourd'hui de prononcer le déclassement du domaine public de ce bâtiment qui jusqu'alors, servait de lieu d'accueil pour la cantine et le périscolaire, étant considéré de plus que les anciens logements instituteurs continuent à relever du domaine public par détermination de la loi.

Il est rappelé enfin que dans le cadre du projet de construction du nouveau périscolaire, il a également été décidé soit de vendre le bâtiment avec les locataires en place, soit de vendre le bâtiment libre de toute occupation avec l'obligation de reloger les associations, et les locataires pour la partie habitation. Pour ces derniers, un accompagnement a été mis en place par la commune pour les aider dans la recherche d'un nouveau logement. Compte tenu qu'il s'agit d'un départ demandé par la commune dans l'objectif de vendre le bâtiment, il est proposé également que leur soit versée une indemnité destinée à

couvrir les frais de déménagement et de réinstallation. À ce titre, il est proposé de fixer cette indemnité de la manière suivante :

- Indemnité de déménagement : 350 € par pièce.
- Indemnité de réinstallation : 500 € par pièce.

Le Conseil municipal par 27 voix pour et 2 contre (M. Battie, Mme Vialon-Clauzier) prononce le déclassement du domaine public du bâtiment sis 17 rue Jean Moulin, approuve la vente de ce bâtiment au profit des sociétés « NPromotion » et « MCA Promotion », moyennant le prix de 300 000 euros, autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avant-contrat de vente et d'une manière générale toutes pièces pouvant découler de la présente, désigne Me PAILHES, notaire à Firminy, comme rédacteur de l'acte authentique de vente, et fixe les indemnités de sortie pour les deux locataires en place suivants les montants proposés ci-dessus.

16 - CESSIION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN SISE 12 RUE MARGUERITE BARBIER AUX CONSORTS PICHON

Monsieur le Maire expose que la commune a été sollicitée par les consorts PICHON, propriétaires de la maison sise 12 rue Marguerite BARBIER, pour régulariser la partie de parcelle aujourd'hui intégrée à leur propriété qui suivant le plan cadastral apparaît comme relevant du domaine public. Les consorts PICHON ont sollicité un géomètre afin de procéder à la délimitation de cette parcelle. Au terme du document d'arpentage réalisé, cette parcelle représente une surface de 50 m², portant le n°630, section AO. Cette vente se ferait moyennant le prix de 1 500 euros conformément à l'avis de France Domaines rendu en date du 23 octobre 2014 sous la référence 2014-316v1296. Une promesse de vente a été établie selon les conditions évoquées ci-dessus. Pour permettre de procéder à la vente de cette parcelle, Monsieur le Maire indique qu'il convient au préalable de prononcer son déclassement du domaine public, n'étant de fait plus affectée à l'usage du public.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la promesse de vente à intervenir entre la commune et les Consorts PICHON, autorise Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à la signer et de manière générale toutes pièces découlant de la présente, prononce le déclassement de la parcelle à céder du domaine public, et désigne Me PAILHES, notaire à Firminy, comme rédacteur de l'acte authentique de vente.

17 - PRINCIPE DE LA MISE À DISPOSITION DES SERVICES DU SIEL 42 POUR L'INSTRUCTION DES DOSSIERS D'APPLICATION DU DROIT DES SOLS (ADS)

Dans le cadre de la mutualisation des services, le Syndicat Intercommunal d'Énergie de la Loire (SIEL 42) propose la mise à disposition de son service instruction des dossiers d'application du droit des sols (ADS) au bénéfice des communes. Cette mise à disposition est prévue à la carte en s'adaptant aux besoins de chaque collectivité. Notre collectivité adhérerait d'une part au module 1 pour les permis de construire spécifiques et complexes et d'autre part, au système d'information géographique appelé « SIG GEOLOIRE » avec l'option logiciel d'application du droit des sols appelé « Cart@DS » accessible par une plate-forme Web.

Le Conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le principe d'une mise à disposition des services du SIEL 42 compétents en matière d'instruction des dossiers d'application du droit des sols.
- Autorise, Monsieur le Maire, ou l'adjoint ayant délégation à cet effet, à signer les conventions d'application et toutes les pièces en découlant.

18 - AIDE MUNICIPALE POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES

Monsieur le Maire expose que par délibération du 7 décembre 2009, il avait été décidé d'instaurer une aide municipale pour la sécurisation des commerces, à hauteur de 50 % du montant hors taxe des travaux, plafonnée à 2000 euros. Il est proposé suivant les mêmes conditions d'étendre cette aide aux travaux ou aménagements de mise en accessibilité rendus obligatoires pour tous les établissements recevant du public, et notamment les commerces et professions libérales. Pour bénéficier de cette aide, les travaux devront permettre l'accessibilité de l'établissement et être conformes à la réglementation.

Le Conseil municipal à l'unanimité décide de modifier la délibération du 7 décembre 2009 en intégrant les travaux ou aménagements de mise en accessibilité pour l'octroi de l'aide municipale.

19 - BILAN DES CESSIONS ET DES ACQUISITIONS INTERVENUES SUR L'ANNÉE 2014

Conformément à la réglementation, il a été présenté aux membres du Conseil municipal le bilan des cessions et des acquisitions opérées sur l'année 2014. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** le bilan des cessions et des acquisitions intervenues sur l'année 2014.

BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS INTERVENUES SUR L'ANNÉE 2014
Établi conformément aux dispositions des articles L 2241-1 et 2241-2 du CGCT

CESSION PAR LA COMMUNE								
Nature du bien	Localisation	Références cadastrales	Surface (m²)	Acquéreur(s)	Nature de l'acte	Montant	Date de l'acte	Objectif attendu
Terrain non bâti	Ancien BIEF	AR 324	30	Mme BARRIOL / RIVATON	Notarié – vente amiable	Cession gratuite (contrepartie frais de document d'arpentage à la charge des acquéreurs)	17/11/2014	Régularisation dossier ancien BIEF – terrain cédé aux propriétaires riverains
Terrain non bâti	Ancien BIEF	AO 619	83	M. GAUCHER	Notarié – vente amiable	Cession gratuite (contrepartie frais de document d'arpentage à la charge des acquéreurs)	03/07/2014	Régularisation dossier ancien BIEF – terrain cédé aux propriétaires riverains
Terrain non bâti	Ancien BIEF	AR 325	28	M. Mme BARTHES	Notarié – vente amiable	Cession gratuite (contrepartie frais de document d'arpentage à la charge des acquéreurs)	07/02/2014	Régularisation dossier ancien BIEF – terrain cédé aux propriétaires riverains
Terrain non bâti	Ancien BIEF	AR 326	71	M. Mme VEROT	Notarié – vente amiable	Cession gratuite (contrepartie frais de document d'arpentage à la charge des acquéreurs)	07/02/2014	Régularisation dossier ancien BIEF – terrain cédé aux propriétaires riverains
Terrain non bâti	Ancien BIEF	AR 327	59	M. Mme MOUNIER	Notarié – vente amiable	Cession gratuite (contrepartie frais de document d'arpentage à la charge des acquéreurs)	24/01/2014	Régularisation dossier ancien BIEF – terrain cédé aux propriétaires riverains
Terrain non bâti	Le Vigneron	AT 411	110	Mme TARDIOU	Notarié – vente amiable	4 000 €	16/10/2014	Délaisse de terrain cédé au propriétaire riverain
Terrain non bâti	Rue de la Paix	AO 614	60	M. Mme COME	Notarié – vente amiable	1 330 €	22/08/2014	Régularisation foncière - Dépendance du domaine public annexé par propriétaire riverain comme espace vert ou parking

ACQUISITION PAR LA COMMUNE

Nature du bien	Localisation	Références cadastrales	Surface (m²)	Vendeur (s)	Nature de l'acte	Montant	Date de l'acte	Objectif attendu
Terrain non bâti	Rue Louise Aubrac	AH 278	13	M. Mme ARNAUD	Notarié – vente amiable	À titre gratuit	22/08/2014	Transfert dans domaine public (présence d'un regard)
Terrain non bâti	Bas du Mont	AO 600 AO 601	644	Indivision MARCON	Notarié – vente amiable	11 592 €	30/01/2014	Emprise pour modification profil pont sur rivière Egotay
Terrain non bâti	Bas du Mont	AO 608	356	M. MARCON André	Notarié – vente amiable	6 408 €	30/01/2014	Emprise pour modification profil pont sur rivière Egotay
Terrain non bâti	Rue Lafayette	AI 418	19	M. Mme FERREIRA	Notarié – vente amiable	À titre gratuit	24/01/2014	Régularisation foncière suite à élargissement de la rue
Terrain non bâti	Rue Lafayette	AI 416	42	Mme FOURETS Danièle	Notarié – vente amiable	À titre gratuit	24/01/2014	Régularisation foncière suite à élargissement de la rue

INFORMATION DE MONSIEUR LE MAIRE :

Monsieur le Maire rappelle qu'en vu d'un prochain Conseil municipal, où seront présentés pour avis l'ensemble des rapports d'activités des établissements intercommunaux (SIEP et SIDR) ainsi que le rapport sur le prix et la qualité de l'eau potable, il a été transmis aux membres du Conseil municipal le rapport d'activités du SIDR faisant suite à la Commission Gestion-Finances et Aménagement du Territoire et Développement Durable du 21 mai dernier au cours de laquelle ont été présentés les comptes du SIDR.

INTERVENTION ELUS « UNIEUX, NOUVELLE DYNAMIQUE » Mme Luya

J'avoue ne pas comprendre votre raisonnement qui va à l'encontre d'un projet qui est conforme à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014.

Ce projet permettra de porter haut et de clamer fort l'attractivité et le développement de notre territoire ligérien et son positionnement de 1^{er} ordre dans l'exécutif et la dynamique territoriale de la nouvelle région Rhône Alpes-Auvergne qui se dessine à l'horizon de cette fin d'année 2015.

Pourquoi souhaitez-vous que notre métropole, avec tous les atouts qu'elle représente, ses grandes écoles, la vivacité de son bassin économique, la reconnaissance de l'Unesco et de ville label Désign pour St Etienne et bien d'autres ressources encore) soit réduite à l'état de second rôle sur la scène régionale, nationale et internationale derrière toutes les compétences communautaires qui la composent.

Lors du dernier conseil de communauté du 3 juin, le président a largement exposé le fait que les maires des 45 communes comme les personnels des services concernés(DGS DST) ont largement débattu ensemble (plus de 25 réunions en 4 mois) sur les grands principes fondateurs pour élaborer la feuille de route des années 2014/2020.

Le président a rappelé aussi que les maires seraient au cœur des décisions pour un développement harmonieux et équilibré du territoire et que cette nouvelle organisation métropolitaine reposait en partie sur le binôme communes-territoires de proximité, dont le maire et son conseil en seraient le pivot garant de l'identité locale.

Pourquoi refuser la légitimité de cette décision qui a été votée à 88% des 131 élus des 45 communes de SEM.

Sur un tout autre sujet, malgré tout complémentaire, j'ai entendu aussi que près de 40 communes avaient répondu favorablement à la proposition de recevoir au cours d'une séance de conseil municipal, Gaël Perdriau afin que ce dernier, légitime président de SEM puissent présenter à chacun le fonctionnement de l'instance métropolitaine qu'il préside. Cette proposition d'échanges avec les 1031 élus des 45 communes est une première dans l'histoire de SEM.

Il est vrai aussi que la seule démarche du président Gaël Perdriau est de répondre à une invitation d'accueil pour échanger avec les élus et non pas de se rendre à un débat public, pour une toute autre rencontre que celle initialement définie.

Ce protocole n'a toujours pas été honoré à Unieux, alors même que le président fait toujours preuve d'ouverture et prône l'intérêt général de notre territoire, en dehors de toute considération politique de chacun. Nous avons pu le constater mercredi, avec sa réponse à la question posée de l'absence remarquée et peu flatteuse de votre homologue politique appelou qui lui, malgré tout intronisé vice-président, n'a pas eu le courage de venir révéler son abstention de construire ensemble le futur projet de notre métropole, en demandant par la voix de son représentant un vote à bulletin secret, pour mieux dissimuler son choix.

J'espère que ce n'est pas, là encore, un refus de légitimité d'un président et de son conseil communautaire pourtant majoritaires, qui ne véhiculent pas les mêmes convictions politiques que vous, qui régit votre décision de repousser l'évolution cruciale de ce projet ambitieux de notre métropole stéphanoise ? Projet qui se fera avec ou sans Unieux comme l'a souligné publiquement le président de SEM, au vu de la large majorité ayant approuvé les principes de cette construction pour l'avenir de notre territoire.

INTERVENTION ELUS « Rassemblement Bleu Marine pour Unieux » M. BATTIE et Mme Vialon-Clauzier

Question 2 SEM

« Pour nous ce débat n'a pas la pas vraiment lieu d'être car nous avons toujours combattu tous les systèmes qui font perdre toute autonomie et qui éloigne les décideurs des citoyens. Le simple fait d'adhérer à Saint-

Étienne métropole a placé la commune dans un processus dont malheureusement nous voyons l'évolution. La ville a déjà cédé beaucoup de compétences à la communauté de communes et va continuer même si tout reste inchangé. Pourtant nous sommes dans la continuité. Tout ceci résulte d'une volonté politique aux ordres de Bruxelles afin de démanteler un système basé sur nos valeurs et notre histoire. Nous pensons que la question est mal posée. La véritable question est « voulez-vous pour la commune une mort lente ou une mort rapide. »

Dans votre lettre une incohérence saute aux yeux, vous dénoncez la hausse de la taxe sur les ordures ménagères. Donc vous dénoncez la politique de la communauté d'agglomération.

Vous nous attaquez en nous qualifiant de fausse solution et dont personne ne peut raisonnablement rien attendre. Nous pensons que vous devriez vous informer sur la réélection triomphale du maire du Pontet et sur les enquêtes de satisfactions des habitants des villes gérées par des maires du Front National.

Notre seule ambition est de conserver la grandeur d'une commune et le pouvoir du maire mais sans un changement législatif tout ceci est déjà perdu. Nous voterons contre ce projet. »

Intervention de Frédéric BATTIE suite à la réponse de M. le maire

« Un rectificatif par rapport à votre réponse. Je n'ai jamais mis en cause les compétences du SIDR qui est un syndicat de taille humaine et qui n'absorbe pas les compétences du maire. Nous dénonçons toutes ces communautés gigantesques. »

Intervention de Madame VIALON-CLAUZIER.

Point 9 : Carte scolaire

Nous déplorons que les services de l'éducation nationale obéissent à des règles comptables en temps T sans prospective d'avenir et sans prendre en compte l'intérêt des élèves. Toute la communauté éducative gagne à avoir des effectifs de classes moins chargés pour la réussite du plus grand nombre. Cette mesure de fermeture de classe en primaire va à l'encontre des grands principes nationaux souhaitant de meilleurs résultats en collège. De ce fait, nous nous interrogeons sur la réelle volonté du gouvernement socialiste de tout mettre en œuvre pour obtenir ces meilleurs résultats.

Point 15 : Vente de l'immeuble 17 rue Jean Moulin

Cette délibération soumise au vote appelle de notre part de nombreuses questions

- Quelle est la surface globale de la parcelle, quelle est la surface habitable du bâtiment ?
- Nous n'avons pas de précisions sur le nombre de pièces globales des deux logements pour lesquelles nous devons indemniser les occupants ?
- Comment sont choisies les deux sociétés souhaitant acquérir ce bien immobilier ? Comment ont-elles eues connaissance de cette opportunité ? Ces deux sociétés immobilières nous paraissent « fragiles ». L'une existe depuis moins d'un an et elle a pour seul salarié le gérant. L'autre quoique plus ancienne est classée fragile quant à sa trésorerie elle a également un salarié : le gérant et peut-être un second...
- Allez-vous optez pour un compromis de vente, pour une promesse unilatérale ? Y aura-t-il une condition suspensive ? Qui supportera les frais de la transaction ?
- Pourquoi transformer un bâtiment public en locaux à usage privé ? S'il s'agit de logement d'habitation vous allez contribuer à l'augmentation de la population alors que vous clamez haut et fort qu'il ne s'agit pas d'avoir un plus grand nombre d'habitants sur la commune. Ceci rajouté aux logements prévus au P.L.U. y contribuera.
- Étant donné la situation géographique de ce bâtiment (près des deux écoles du Bourg, de la salle périscolaire, de l'école privée Sainte Lucie et de l'Arc-en-Ciel (Pour rappel l'école a une salle fermée qui n'est plus aux normes, l'Arc en Ciel a son bail qui arrive prochainement à son terme) il nous semble que l'on pourrait, sans précipitation, travailler un projet de requalification de ce bâtiment évitant ainsi de vendre un bien communal.
- D'ailleurs, quel est le projet que vous nous préparez avec le fruit de cette vente (300 000 euros) ?

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire n'ayant reçu aucune autre remarque ou observation, la séance du Conseil municipal est levée.

Fait à Unieux,
Le 16 juin 2015
Le Maire,
Christophe FAVERJON.

